



## Chapitre N-2

### LOI SUR LE NOTARIAT

#### SECTION I

#### DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES ET INTERPRÉTATIVES

- Interprétation: **1.** Dans la présente loi et dans les règlements édictés sous son empire, à moins que le contexte n'impose un sens différent, les mots suivants désignent respectivement:
- « Ordre »;* a) « Ordre »: l'Ordre des notaires du Québec constitué par l'article 71;
  - « Bureau »;* b) « Bureau »: le Bureau institué au sein de l'Ordre en vertu de l'article 74;
  - « districts électoraux »;* c) « districts électoraux »: les districts électoraux visés à l'article 75;
  - « greffe d'un notaire »;* d) « greffe d'un notaire »: l'ensemble des actes reçus en minute par un notaire, le répertoire de ces actes et l'index y correspondant de même que ces documents lorsque le notaire en est cessionnaire;
  - « dépôt d'un greffe »;* e) « dépôt d'un greffe »: la remise d'un greffe au protonotaire d'un district judiciaire pour être intégré aux archives de ce district;
  - « dossiers dépendant d'un greffe »;* f) « dossiers dépendant d'un greffe »: les documents et titres que le titulaire d'un greffe détient pour le compte d'autrui;
  - « élection de domicile »;* g) « élection de domicile »: l'indication par un notaire de l'endroit où il entend exercer sa profession;
  - « Comité administratif »;* h) « Comité administratif »: le Comité administratif institué au sein de l'Ordre en vertu de l'article 97;
  - « notaire », « membre de l'Ordre »;* i) « notaire », « notaire en exercice » ou « membre de l'Ordre »: quiconque est inscrit au tableau;
  - « permis »;* j) « permis »: un permis délivré conformément au Code des professions et à la présente loi;
  - « président »;* k) « président »: le président de l'Ordre;
  - « règlement »;* l) « règlement »: tout règlement du Bureau adopté conformément à la présente loi;
  - « secrétaire »;* m) « secrétaire »: le secrétaire de l'Ordre;
  - « tableau »;* n) « tableau »: la liste des membres en règle de l'Ordre dressée conformément au Code des professions et à la présente loi;

«tarif». o) «tarif»: le tarif des honoraires professionnels des notaires adopté conformément au Code des professions.

1968, c. 70, a. 1; 1973, c. 45, a. 1; 1974, c. 65, a. 57.

## SECTION II

### FONCTIONS ET PRIVILÈGES DES NOTAIRES

Fonctions. **2.** 1. Les notaires sont des praticiens du droit et des officiers publics dont la principale fonction est de rédiger et de recevoir les actes et contrats auxquels les parties doivent ou veulent faire donner le caractère d'authenticité qui s'attache aux actes de l'autorité publique et en assurer la date.

Fonctions. 2. Ils ont aussi pour fonctions de conserver le dépôt des actes qu'ils reçoivent en minute, d'en donner communication et d'en délivrer des copies ou extraits authentiques.

1968, c. 70, a. 2.

Juridiction. **3.** Les notaires sont institués à vie et leur juridiction s'étend à tout le Québec; elle peut même s'exercer à l'extérieur du Québec dans les cas prévus par l'article 1208 du Code civil.

1968, c. 70, a. 3.

«notaire», «notaire public». **4.** 1. Tout notaire s'intitule «notaire» et sa signature officielle doit comprendre, à la suite de sa signature habituelle, le mot «notaire». Cependant il est permis à tout notaire admis à l'exercice avant le 12 juin 1933, d'employer les mots «notaire public» ou leur abréviation «N.P.» à la suite de sa signature habituelle.

Femme notaire. 2. La signature officielle de toute femme notaire ne doit comprendre que les nom et prénoms mentionnés à son acte de naissance à l'exclusion, si elle est mariée, des nom et prénoms de son mari.

«conseiller juridique». 3. Nonobstant toute loi à ce contraire, tout notaire peut prendre les titres de «conseiller juridique» ou de «title attorney».

«notaire public». 4. Pour les fins des déclarations sous serment ou affidavits destinés à servir en dehors du Québec, tout notaire peut s'intituler «notaire public».

1968, c. 70, a. 4.

Effets insaisissables. **5.** Outre les biens déclarés insaisissables par l'article 553 du Code de procédure civile, les greffes des notaires, ceux dont ils sont cessionnaires, leurs coffre-forts et classeurs ainsi que leurs livres de droit et de comptabilité sont insaisissables.

1968, c. 70, a. 5.

- Secret. **6.** 1. Le notaire qui reçoit un acte n'est pas tenu de déclarer aux parties contractantes un fait dont il a connaissance; il n'est même pas tenu de déclarer les dettes dont il connaît l'existence.
- Garantie, restriction. 2. À l'exception de son propre fait, le notaire n'est pas garant des énoncés contenus dans l'acte qu'il reçoit.
- 1968, c. 70, a. 6.
- Rémunération. **7.** 1. Tout notaire a droit à des émoluments ou honoraires pour les actes qu'il reçoit et pour les services professionnels qu'il rend, en sus de ses frais et déboursés.
- Tarif. 2. Ces honoraires sont déterminés par le tarif établi conformément aux dispositions du Code des professions.
- 1968, c. 70, a. 7; 1973, c. 45, a. 2.
- Services professionnels. **8.** Les services professionnels pour lesquels un notaire peut réclamer des honoraires comprennent les voyages, vacations, entrevues, consultations écrites ou verbales, examens de pièces et documents; les notaires ont également droit aux commissions fixées par le tarif pour la négociation d'emprunts ou de renouvellements d'emprunts, pour la vente de créances, pour la vente ou l'achat d'immeubles; ils ont aussi droit aux commissions ordinairement payées par les courtiers à leurs agents sur les achats et les ventes de valeurs mobilières qu'ils effectuent pour le compte de leurs clients.
- 1968, c. 70, a. 8.
- Droits exclusifs. **9.** Nul autre qu'un notaire en exercice ne peut, pour le compte d'autrui:
- a) dresser des actes sous seing privé touchant des immeubles et requérant l'enregistrement ou la radiation d'un enregistrement;
  - b) préparer et rédiger une convention, une requête, un règlement, une résolution et tout autre document de même nature se rapportant à la constitution, l'organisation, la réorganisation ou la liquidation volontaire d'une corporation régie par les lois fédérales ou provinciales concernant les compagnies, ou à l'amalgamation de plusieurs corporations ou à l'abandon d'une charte;
  - c) préparer les procédures prescrites par la loi pour l'enregistrement des personnes ou des sociétés faisant un commerce ou exerçant une industrie;
  - d) donner des consultations d'ordre juridique;
  - e) représenter des clients dans toutes procédures non contentieuses, présenter pour ceux-ci les requêtes s'y rapportant de même que les requêtes non contestées en reconnaissance judiciaire du droit de propriété ou en radiation de privilèges ou d'hypothèques prescrits, acquittés ou inopérants, ou en rectification des actes de l'état civil;

f) écrire ou envoyer, comme procureur de son client, toute lettre requérant l'exécution ou la non exécution d'un acte ou d'une prestation quelconque ou demandant au débiteur le paiement d'une somme d'argent, pourvu que la demande ou la mise en demeure résulte d'un acte authentique de son greffe et soit sans frais contre la personne à laquelle elle est adressée;

g) dresser, préparer et produire la déclaration de la valeur d'une succession requise par les lois fiscales lorsque la succession est immobilière en tout ou en partie ou lorsque parmi les personnes en cause se trouvent des personnes frappées d'une incapacité légale, ou lorsque l'exécuteur ou les légataires sont dispensés de faire inventaire.

Le paragraphe g ne s'applique pas aux corporations autorisées par la loi à remplir les fonctions d'exécuteur testamentaire ou de fiduciaire, ni aux comptables reconnus par la Loi sur les comptables agréés ou par le Code des professions pourvu que la déclaration soit déposée au rang des minutes d'un notaire.

1968, c. 70, a. 9; 1973, c. 64, a. 54.

Droits sauvegardés.

**10.** Aucune des dispositions de l'article 9 ne doit être interprétée comme limitant ou restreignant:

a) les droits spécifiquement définis et donnés à toute personne par toute loi d'ordre public ou privé;

b) les droits, privilèges et prérogatives conférés aux avocats par la Loi sur le Barreau;

c) les droits des comptables reconnus par la Loi sur les comptables agréés ou par le Code des professions, dans les limites desdites lois, de donner des avis et des consultations sur toute question d'ordre financier, administratif ou fiscal, de préparer et de soumettre, à qui de droit, des projets d'administration, d'organisation et de réorganisation financières ou fiscales, de préparer et de soumettre des études, états, rapports ou déclarations de même nature, y compris les rapports d'impôts de tous genres, de discuter avec toutes personnes ayant autorité en la matière de toutes cotisations en matière d'impôt de nature quelconque, de même que de préparer et donner avis d'appel au ministre du revenu du Québec et au ministre du Revenu national du Canada et de discuter avec eux et les officiers de leurs ministères du bien-fondé des cotisations imposées à leurs clients en matière d'impôt;

d) le droit des secrétaires ou secrétaires adjoints des corporations publiques ou privées de rédiger des procès-verbaux des assemblées d'administrateurs ou d'actionnaires de la corporation qui les emploie et tous autres documents qu'ils sont autorisés à rédiger par les lois fédérales ou provinciales.

1968, c. 70, a. 10; 1973, c. 44, a. 80; 1973, c. 64, a. 55.

**Païement des honoraires.** **11.** Les personnes parties aux actes reçus par un notaire, ou aux documents rédigés par lui à leur demande, sont solidairement tenues au paiement de ses frais et honoraires.

1968, c. 70, a. 11.

**Présomption écartée.** **12.** La remise des copies, extraits, titres ou actes quelconques n'est pas une présomption de paiement des frais et honoraires du notaire.

1968, c. 70, a. 12.

**Païement préalable.** **13.** Tant que ses honoraires et frais relatifs à la préparation, à la réception et à l'enregistrement d'un acte ne sont pas acquittés, un notaire n'est pas tenu d'en émettre copie ou extrait, ou d'en donner communication.

1968, c. 70, a. 13.

**Droit de rétention de dossiers.** **14.** Le notaire a le droit de retenir les dossiers et autres documents concernant une affaire, tant que le paiement de ses frais et honoraires n'a pas été effectué.

1968, c. 70, a. 14.

### SECTION III

#### DEVOIRS DES NOTAIRES

##### §1. — *Devoirs généraux*

**Principaux devoirs.** **15.** Les principaux devoirs d'un notaire, outre ceux qui lui sont imposés par la présente loi, sont:

a) de ne pas divulguer les faits confidentiels dont il a eu connaissance lors de l'exercice de sa profession, à moins qu'il n'ait été expressément ou implicitement autorisé à le faire par ceux qui lui ont fait ces confidences;

b) d'observer, dans l'exercice de sa profession, les règles de la probité et de l'impartialité la plus scrupuleuse;

c) de se soumettre aux ordres et règlements du Bureau et de répondre, dans un délai raisonnable, aux demandes du président de l'Ordre ou de ses officiers;

d) d'éviter toute cause de différend et de conserver la plus parfaite courtoisie dans ses rapports avec les autres notaires;

e) de tenir son étude dans un local convenable et de garder ses minutes, répertoire et livres de comptabilité en fidéicommis en bon état de conservation, dans une chambre forte ou un coffre-fort à

l'épreuve du feu et de l'humidité, le tout conformément aux règlements du Bureau;

f) de tenir ses répertoire et index en la forme prescrite par la présente loi;

g) de payer toute contribution décrétée par le Bureau;

h) de se conformer aux règlements du Bureau régissant la réception, la conservation, la disposition et la comptabilité des sommes et des valeurs qui lui sont confiées par ses clients;

i) d'observer les prescriptions du tarif en vigueur;

j) d'accepter d'être membre ou officier du Bureau ou d'un de ses comités;

k) de tenir dans son étude, à la disposition du public, le tableau des personnes interdites ou assistées d'un conseil judiciaire; ce tableau doit lui être fourni, sans délai et gratuitement, par le greffier ou le protonotaire du district où le notaire tient son étude;

l) de nommer un notaire comme procureur pour certifier et délivrer les copies des actes de son greffe, chaque fois qu'il prévoit devoir s'absenter de son étude pour une période de plus de quinze jours.

1968, c. 70, a. 15; 1973, c. 45, a. 3.

Démission du Bureau, d'un  
comité.

**16.** Aucun notaire ne peut démissionner comme officier ou membre du Bureau ou d'un de ses comités à moins qu'il ne le fasse par écrit et que sa démission ne soit acceptée par le Bureau ou par le Comité administratif.

1968, c. 70, a. 16; 1973, c. 45, a. 4.

Élection de domicile.

**17.** 1. Avant de pouvoir exercer, tout notaire doit déposer au bureau du secrétaire une élection de domicile.

Signature officielle.

2. De plus, il doit déposer au bureau du secrétaire un spécimen de sa signature officielle; il ne peut par la suite, changer cette signature sans déposer, au même endroit, un spécimen de sa nouvelle signature.

Avis de transport.

3. Le notaire qui transporte son étude dans un autre endroit doit, dans les quinze jours, en donner avis écrit au secrétaire de l'Ordre.

1968, c. 70, a. 17; 1973, c. 45, a. 5.

Domicile professionnel.

**18.** Le domicile ainsi élu par le notaire est son domicile professionnel pour toutes les fins de la présente loi.

1968, c. 70, a. 18.

§2. — *Répertoire, index et sceau*

Actes en minute. **19.** Tout notaire doit avoir et tenir en bon état de conservation un répertoire des actes qu'il reçoit en minute, dans lequel il inscrit consécutivement, dès leur clôture, la date et le numéro des actes, leur nature et espèce et les nom et prénoms des parties. Ce répertoire doit être relié et conforme aux exigences des règlements du Bureau.

1968, c. 70, a. 19; 1973, c. 45, a. 6.

Index. **20.** Tout notaire doit tenir et conserver selon les règlements du Bureau un index au répertoire.

1968, c. 70, a. 20; 1973, c. 45, a. 7.

Sceau. **21.** 1. Tout notaire doit avoir un cachet ou sceau particulier reproduisant, d'après un modèle uniforme, les armes du Québec, avec, en exergue, ses nom et prénoms ou initiales et les mots: «notaire», «Québec, Canada». Les notaires en exercice le 1<sup>er</sup> mars 1969 peuvent continuer à utiliser le sceau qu'ils possèdent.

Modification. 2. Le Bureau peut, par règlement, modifier le modèle du sceau et les indications qu'il doit comporter.

Apposition. 3. Tout notaire doit apposer ce sceau sur les actes en brevet qu'il reçoit et sur les copies et extraits des actes de son répertoire ou des greffes dont il est dépositaire ou cessionnaire.

1968, c. 70, a. 21; 1973, c. 45, a. 8.

§3. — *Local*

Endroits prohibés pour étude. **22.** Un notaire ne peut tenir son étude dans les bureaux des proto-notaires, shérifs, registrateurs, ou greffiers d'une cour ou en tout autre endroit que le Bureau, par règlement, déclare incompatible avec l'honneur et la dignité de l'Ordre des notaires.

1968, c. 70, a. 22; 1973, c. 45, a. 9.

## SECTION IV

### ACTES NOTARIÉS

#### §1. — *Dispositions générales*

Réception des actes. **23.** Les actes notariés sont reçus en minute ou en brevet par un ou des notaires en exercice, conformément à la présente loi.

1968, c. 70, a. 23.

Procédures permises. **24.** Tout notaire a et a toujours eu le droit de faire les procédures nécessaires:

a) à un partage volontaire et

b) à une licitation volontaire de biens dont des personnes frappées d'incapacité légale ou des absents sont propriétaires par indivis, pourvu que tous les autres co-propriétaires majeurs soient d'accord avec les tuteurs ou curateurs de ces incapables ou absents, pour procéder de cette façon.

Requête permise. Dans ces cas, il a toujours été légal de procéder par voie de requête au lieu de le faire par voie d'action.

1968, c. 70, a. 24.

Second notaire. **25.** Toute personne partie à un acte peut requérir les services d'un second notaire, à titre de conseiller, mais à ses frais.

1968, c. 70, a. 25.

Choix du notaire. **26.** Le tableau suivant indique les parties qui ont droit au choix du notaire instrumentant, en l'absence de conventions particulières entre elles:

Nature de l'acte	Indication des parties
Acte de composition .....	Le débiteur.
Bail de louage.....	Le bailleur ou locateur.
Contrat de mariage .....	La future épouse.
Donation .....	Le donateur.
Inventaire .....	La personne tenue de faire l'inventaire.
Obligation, cautionnement, titre-nouvel, constitution de rente et autres actes de cette espèce .....	Le créancier.



Nature de l'acte	Indication des parties
Quittance lorsqu'elle ne contient pas subrogation de la somme qui sert au paiement.....	Le débiteur.
Quittance avec subrogation .....	Le nouveau créancier.
Reddition de compte .....	Le rendant compte.
Vente, cession et transport de biens ou de droits mobiliers ou immobiliers:	
1° Lorsque l'acquéreur ou le cessionnaire acquitte complètement son prix d'acquisition .....	L'acquéreur ou le cessionnaire.
2° Lorsque l'acquéreur ou le cessionnaire ne paie pas complètement ou lorsque le vendeur ou le cédant, recevant entièrement ce qui lui revient, charge cependant l'acquéreur ou le cessionnaire de payer à son acquit un montant dû par lui.....	Le vendeur ou le cédant.

Désaccord. Si plusieurs personnes sont tenues de faire inventaire et ne s'accordent pas sur le choix du notaire, le juge en chambre fait ce choix sur requête d'une partie intéressée.

Désaccord. Si plusieurs personnes sont tenues de faire un acte de partage ou tous autres actes ou documents se rapportant au règlement d'une succession et ne s'accordent pas sur le choix du notaire, le juge en chambre fait ce choix sur requête d'une partie intéressée.

Renouvellement d'emprunt. Lorsqu'un emprunt est remboursé avec les sommes provenant d'un nouvel emprunt, le nouveau créancier a le choix du notaire pour la rédaction et la signature de la quittance, et ce, nonobstant toute convention contraire faite entre le débiteur et le créancier à rembourser.

1968, c. 70, a. 26.

## §2. — *Actes en minute*

Définition. **27.** L'acte en minute est celui qu'un notaire reçoit et qu'il doit garder dans son greffe pour en délivrer des copies ou extraits.

1968, c. 70, a. 27.

- Minutes séparées. **28.** Les minutes sont reçues séparément et numérotées consécutivement en commençant par le numéro un.  
1968, c. 70, a. 28.
- Déclaration d'erreur de numérotage. **29.** 1. Si, par erreur, un notaire donne le même numéro à plus d'une minute ou commet une autre erreur de numérotation, ces minutes demeurent authentiques; mais dès qu'il constate l'erreur commise, le notaire doit inscrire, après les signatures, sur toute minute qui contient une telle erreur, une déclaration sous son serment professionnel relatant la nature de l'erreur ainsi commise et il doit inscrire au répertoire le numérotage tel qu'il apparaît sur la minute. Copie de cette déclaration doit être adressée au secrétaire de l'Ordre sans délai; cette déclaration n'est pas requise pour les minutes reçues avant le 12 juin 1933.
- Omission de numéro. 2. Si un notaire omet un numéro, il doit, dès qu'il constate l'erreur, insérer dans son greffe, à l'endroit où aurait dû être l'acte portant le numéro omis, une feuille de papier sur laquelle il doit écrire, dater et signer une déclaration sous son serment professionnel relatant le fait que ce numéro a été omis. Il doit inscrire ce numéro au répertoire en mentionnant, en regard, qu'aucun acte n'y correspond. Copie de cette déclaration doit être envoyée au secrétaire de l'Ordre sans délai.
- Omission de numéro. . 3. Si plusieurs numéros consécutifs ont été omis, la même déclaration peut servir pour tous ces numéros.
- Sanctions. 4. Tout notaire qui contrevient aux dispositions de l'article 28 ou du présent article est passible des sanctions prévues aux règlements.  
1968, c. 70, a. 29; 1973, c. 45, a. 10.
- §3.—*Actes en brevet*
- Définition. **30.** L'acte en brevet est celui que le notaire reçoit en original simple ou multiple et qu'il peut remettre aux parties.  
1968, c. 70, a. 30.
- Obligatoires. **31.** 1. Doivent être reçus en brevet les déclarations, avis de conseil de famille, nominations et rapports d'experts relatifs aux affaires concernant les mineurs et autres incapables.
- Facultatifs. 2. Peuvent être reçus en brevet les certificats de vie, procurations, autorisations, actes de notoriété, quittances et autres actes simples.  
1968, c. 70, a. 31.

§4. — *Formalités*

Notaire partie à l'acte. **32.** Un notaire ne peut recevoir un acte dans lequel lui ou son conjoint est ou représente l'une des parties.

1968, c. 70, a. 32.

Parenté du notaire. **33.** 1. Sous réserve des dispositions de l'article 32 et de l'article 845 du Code civil concernant les testaments, est authentique l'acte reçu par un notaire qui est parent ou allié de l'une des parties à quelque titre que ce soit.

Notaire qui est administrateur, employé. 2. Est aussi authentique l'acte reçu par un notaire qui est administrateur, officier ou employé d'une corporation ou d'une compagnie, partie à l'acte.

1968, c. 70, a. 33.

Jours fériés. **34.** Les notaires peuvent instrumenter, faire et dater leurs actes les dimanches et autres jours fériés.

1968, c. 70, a. 34.

Forme des actes. **35.** 1. Les actes notariés doivent être reçus sur du papier dont le format et la qualité sont conformes aux normes établies par les règlements. Ils sont écrits à la main, sans abréviation, avec une encre de bonne qualité, ou dactylographiés lisiblement d'une manière permanente. L'emploi de formules multipliées au moyen de l'imprimerie, de la lithographie et de la photographie est autorisé pourvu que ces formules possèdent les mêmes caractéristiques que les actes dactylographiés. Ces actes ne doivent contenir aucun blanc, lacune ou intervalle qui ne soit marqué d'un trait. Les sommes, les dates et les numéros ou autres chiffres autres qu'une simple indication de référence non absolument essentielle y sont inscrits en toutes lettres.

Écriture au dactylo. 2. Dans l'écriture au dactylographe, la feuille de papier qui a reçu directement l'impression peut seule servir d'original.

1968, c. 70, a. 35.

Surcharges prohibées. **36.** 1. Il ne doit y avoir dans le corps de l'acte et dans les renvois et sous-renvois, ni surcharge, ni interligne, ni mot ajouté; les mots, lettres, chiffres ou signes interlinés, surchargés ou ajoutés sont nuls.

Ratures. 2. Les ratures sont faites de manière que les mots rayés ou ratés puissent être comptés.

1968, c. 70, a. 36.

- Renvois.** **37.** Les renvois et sous-renvois ne peuvent être écrits qu'en marge ou à la fin de l'acte; ils doivent être initialés par tous les signataires de l'acte, à peine de nullité.  
1968, c. 70, a. 37.
- Initiales aux renvois.** **38.** Si la longueur du renvoi exige qu'il soit continué à la fin de l'acte, il doit être initialé par tous les signataires de l'acte, comme les renvois en marge, à peine de nullité de cette partie du renvoi ainsi continué. Il en est de même des sous-renvois au bas de l'acte et des autres renvois que l'étendue de la marge ne peut contenir.  
1968, c. 70, a. 38.
- Mention du nombre des renvois, mots rayés.** **39.** Le nombre des renvois et des sous-renvois, ainsi que le nombre et la nullité des mots rayés ou raturés, doivent être mentionnés à la fin de l'acte avant les signatures.  
1968, c. 70, a. 39.
- Clôture de l'acte.** **40.** 1. L'acte notarié est clos par la signature des parties, du notaire assistant et des témoins requis suivant le cas, en présence du notaire instrumentant et par la signature de ce dernier, qui doit être apposée le même jour où la dernière des parties à signer l'a fait.
- Signature et attestation.** 2. La signature de toute partie à un acte notarié peut être donnée en présence d'un autre notaire que le notaire instrumentant. Dans ce cas, après signature de la partie et immédiatement au-dessous, le notaire qui l'a reçue doit inscrire et signer une attestation de la réception de cette signature devant lui et de la date à laquelle elle a été reçue.
- Dernière signature.** 3. Le notaire instrumentant doit toutefois recevoir la dernière signature.  
1968, c. 70, a. 40.
- Identité des parties.** **41.** 1. Le notaire doit connaître l'identité des parties dont il reçoit la signature, sinon cette identité doit lui être attestée par une personne majeure qu'il connaît, qui intervient à l'acte à cette fin et le signe.
- Identité des parties.** 2. Au cas où la signature de l'une des parties est reçue par un notaire autre que le notaire instrumentant, l'identité de la partie concernée est suffisamment établie par la signature, après celle de ladite partie, de celle d'une personne connue de cet autre notaire, avec indication que la signature de cette personne est donnée pour fins d'identification de ladite partie, les signatures de la partie et de

la personne qui l'identifie étant attestées par le notaire tel que prévu au paragraphe 2 de l'article 40.

1968, c. 70, a. 41.

Lecture de l'acte.	<b>42.</b> 1. L'acte notarié doit, avant signature, être lu à haute voix aux parties par le notaire ou par un tiers commis par lui; cette lecture n'est pas requise à l'égard des parties qui ont elles-mêmes lu l'acte.
Exemption de lecture de certains actes.	2. Il n'est pas nécessaire que la lecture d'un acte de fiducie (Trust Deed) soit faite aux parties, ni que la lecture d'un acte auquel comparait Sa Majesté, une société de la Couronne, une corporation ou société publique ou privée soit faite à leur représentant, pourvu que les parties à l'acte de fiducie ou que ledit représentant, suivant le cas, aient déclaré au notaire en avoir pris connaissance et aient exempté ce dernier d'en donner ou d'en faire donner lecture.
Mention dans l'acte.	3. Mention de ces déclarations et exemption doit être faite dans l'acte, <u>avant les signatures.</u>
	1968, c. 70, a. 42.
Règles impératives.	<b>43.</b> Les règles édictées à l'article 843 du Code civil concernant les testaments authentiques demeurent impératives, nonobstant les <u>dispositions de l'article 42.</u>
	1968, c. 70, a. 43.
Formalités requises.	<b>44.</b> 1. L'acte notarié spécifie: la date de l'acte, les nom, prénoms, la qualité officielle et le lieu d'affaires du notaire qui le reçoit et du notaire assistant, le cas échéant, et la présence de ce dernier; les nom, prénoms, la qualité et la demeure des parties, avec désignation des procurations ou mandats produits; la présence, les nom, prénoms, la qualité et la demeure des témoins requis; le lieu où l'acte est reçu; le numéro de la minute ou le fait que l'acte est reçu en brevet suivant le cas; la lecture de l'acte ou, le cas échéant, la déclaration que le notaire a été exempté d'en donner ou d'en faire donner lecture dans les cas prévus à l'article 42. L'acte notarié doit contenir la signature des parties ou leur déclaration qu'elles ne peuvent signer, la signature des témoins et la signature officielle du ou des notaires.
Signature officielle.	2. La signature officielle de tout notaire, autre que le notaire instrumentant, qui reçoit la signature d'une des parties, constitue une désignation suffisante.
«lecture faite».	3. La mention «lecture faite» dans l'acte est une présomption que l'acte a été lu conformément aux dispositions de la présente loi.
Effet de la signature.	4. Lorsqu'une partie a signé un acte notarié en présence d'un autre notaire que le notaire instrumentant et que ce notaire y a inscrit et signé l'attestation conformément au <u>paragraphe 2 de l'article 40,</u>

elle est réputée avoir comparu devant le notaire instrumentant pour les fins de cet acte.

1968, c. 70, a. 44.

Lieu de l'acte.  
Désignation du lieu.

**45.** 1. L'acte notarié est déclaré reçu au lieu où il est clos.  
2. Ce lieu est suffisamment décrit en mentionnant le nom de la cité, de la ville, du village, de la paroisse ou du canton.

1968, c. 70, a. 45.

Pluralité de dates et de lieux.

**46.** Lorsqu'un acte impliquant plusieurs parties est signé ou consenti par chacune d'elles à des jours ou lieux différents, le notaire peut exprimer cette pluralité de dates et de lieux en énonçant, qu'à l'égard de telle partie, l'acte a été signé ou consenti tel jour et à tel lieu, et, qu'à l'égard de telle autre partie, il a été signé ou consenti tel jour et à tel lieu.

1968, c. 70, a. 46.

Interprétation: «*prénoms*».

**47.** Lorsqu'un article de la présente loi se réfère aux «*prénoms*» du notaire instrumentant ou assistant, des parties aux actes, des témoins ou de toutes autres personnes, il signifie le prénom ou les prénoms sous lesquels ce notaire, ces parties, ces témoins ou ces autres personnes sont ordinairement désignées, et non pas nécessairement tous les prénoms inscrits à l'acte de naissance.

1968, c. 70, a. 47.

Désignation des actes notariés en minute.

**48.** 1. Les actes notariés en minute, sous l'autorité desquels un acte est reçu, doivent être suffisamment désignés en cet acte par leur nature, leur date, le nom du notaire qui les a reçus et, le cas échéant, le numéro de leur enregistrement; ils ne doivent pas être annexés à l'acte.

Autres actes et documents annexés.

2. Tous actes et documents, autres que des actes notariés en minute, sous l'autorité desquels un acte est reçu, doivent être annexés et également être suffisamment désignés, reconnus véritables et signés par la ou les parties qui les produisent en présence du notaire et avec lui.

Autres documents annexés.

3. Tous les autres documents que les parties désirent annexer à un acte peuvent l'être en suivant les formalités prévues au paragraphe 2.

1968, c. 70, a. 48.

Notaires associés.

**49.** 1. Deux ou plusieurs notaires associés dans l'exercice de leur

profession ne peuvent signer de leur raison sociale les actes qu'ils reçoivent.

Notaires associés. 2. Ils peuvent cependant se servir de leur raison sociale pour les annonces, avis, requêtes et autres documents qui ne sont pas des actes notariés.

1968, c. 70, a. 49.

*§5. — Conservation et communication des actes, des copies et extraits*

Garde de l'original. **50.** Le notaire doit garder et conserver l'original de tous les actes qu'il reçoit en minute.

1968, c. 70, a. 50.

Conservation. **51.** 1. Le notaire ne doit supprimer, détruire ou altérer aucun acte notarié après que cet acte a été signé.

Changements. 2. S'il est nécessaire d'y faire des changements, les parties ne peuvent les faire que par un autre acte.

1968, c. 70, a. 51.

Dessaisissement prohibé. **52.** 1. Le notaire ne peut se dessaisir d'aucune minute ou annexe, si ce n'est dans les cas prévus par la loi.

Copie. 2. Avant de se dessaisir d'une minute ou d'une annexe, le notaire en dresse et certifie une copie exacte ou photographique ou faite par un procédé analogue à la photographie qui, après avoir été signée par le juge qui en ordonne le dépôt ou, dans le cas de l'article 192 du Code des professions, par le président de la séance, est substituée à la minute dont elle tient lieu jusqu'à sa réintégration.

Photocopie. 3. Pour les mêmes fins, si cela n'a pas été fait, il peut être ordonné qu'une photocopie soit prise de la minute ou de la partie de la minute, de l'annexe ou des signatures. Cette photocopie, également certifiée par le juge ou par le président de la séance, selon le cas, doit être annexée à la copie exacte visée au paragraphe 2.

1968, c. 70, a. 52; 1973, c. 45, a. 11.

Reproduction fidèle. **53.** 1. Les copies des actes notariés que le notaire certifie conformes à une minute ou annexe doivent être la reproduction fidèle du texte de la minute ou de l'annexe.

Renvois, ratures. 2. Il n'est pas nécessaire d'y mentionner le nombre de renvois approuvés et de mots rayés apparaissant sur la minute ou l'annexe.

- Renvois, ratures. 3. Il est nécessaire d'y mentionner le nombre de renvois approuvés et de mots rayés apparaissant sur les copies.  
1968, c. 70, a. 53.
- Droit de délivrer des copies. **54.** 1. Le droit de délivrer des copies ou extraits d'un acte notarié et de ses annexes n'appartient qu'au notaire qui a reçu l'acte, à son cessionnaire, au protonotaire ou au gardien provisoire dépositaire légal du greffe du notaire qui a reçu l'acte, ou au notaire muni d'un mandat spécial tel que prévu à l'article 57.
- Testaments. 2. Aucun notaire, gardien provisoire, mandataire, ou protonotaire dépositaire d'un greffe ne doit donner copie ou communication d'un testament ou d'un codicille, sauf au testateur lui-même ou à une personne munie de son autorisation exécutée en brevet ou devant deux témoins, ou avant d'avoir obtenu la preuve du décès du testateur.
- Preuve du décès. 3. Ce décès peut être constaté par un certificat de sépulture, par une déclaration solennelle ou par toute autre preuve qui en convaincra le dépositaire du testament ou du codicille.  
1968, c. 70, a. 54.
- Copies authentiques. **55.** Les copies, extraits ou annexes des actes notariés, certifiés conformes par le notaire qui les a reçus ou par toute autre personne qui en est le dépositaire légal, sont authentiques et font preuve de ce qui est contenu dans la minute et dans ses annexes pourvu, quant aux pièces annexées, qu'elles aient été, lors de la signature de l'acte, reconnues véritables conformément à l'article 48.  
1968, c. 70, a. 55.
- Certificat d'authenticité. **56.** Le certificat d'authenticité des copies et extraits délivrés par le notaire cessionnaire, ou par le gardien provisoire d'un greffe doit mentionner la date de l'arrêté ministériel, ou du décret du Bureau, du Comité administratif ou du président en vertu duquel il agit.  
1968, c. 70, a. 56; 1973, c. 45, a. 12.
- Délégation de pouvoir. **57.** 1. Tout notaire peut commettre, par un mandat notarié en minute et pour un temps déterminé, un notaire en exercice pour certifier des copies ou extraits de ses actes ou des actes dont il est le dépositaire légal.
- Service militaire. 2. Tout notaire en service militaire peut donner un mandat semblable pour la durée de son service; ce mandat peut être attesté par deux témoins et un officier d'état major de son unité; il doit être déposé au rang des minutes d'un notaire.



Dépôt du mandat. 3. Copie authentique de ce mandat doit être déposée immédiatement au bureau du secrétaire de l'Ordre.

Durée du mandat. 4. Dans le certificat qu'il appose sur la copie ou l'extrait qu'il délivre, le notaire ainsi commis doit mentionner la date et la durée de son mandat et le nom du notaire qui l'a passé ou du notaire qui l'a reçu en dépôt et, le cas échéant, le fait du service militaire du notaire qui l'a donné.

Copies authentiques. 5. Ces copies ou extraits ainsi certifiés sont authentiques, nonobstant toute disposition contraire des articles 1215 et 1216 du Code civil.

1968, c. 70, a. 57; 1973, c. 45, a. 13.

§6.—*Dispositions diverses*

Contrat de mariage reçu en dehors du Québec. 58. Tout contrat de mariage reçu en minute par un notaire en dehors du Québec, avant la loi l'y autorisant (article 1 du chapitre 53 des lois de 1923-1924) est authentique pourvu qu'il ne contienne pas d'autre cause de nullité.

1968, c. 70, a. 58.

Caractère authentique de certains actes. 59. Tout acte reçu par un notaire et signé par lui, mais qui ne porte pas la signature officielle de ce notaire tel que prévu par l'article 17, n'en est pas moins authentique et a le même effet que s'il eût été signé de la signature officielle de ce notaire, pourvu toutefois qu'il ne contienne pas d'autre cause de nullité.

1968, c. 70, a. 59.

Copies authentiques. 60. Les copies ou extraits des actes, certifiés conformes à l'original et signés par le notaire d'une signature autre que sa signature officielle, sont authentiques et ont le même effet que s'ils eussent été signés de sa signature officielle, pourvu qu'aucune autre cause n'en affecte l'authenticité.

1968, c. 70, a. 60.

Sanctions pour irrégularités. 61. Le notaire, cause des irrégularités visées aux articles 59 et 60, est passible, pour ces irrégularités, des sanctions prévues aux règlements.

1968, c. 70, a. 61.

SECTION V

GREFFES DES NOTAIRES

- Cession de greffe. **62.** 1. Tout notaire peut, aux conditions et suivant les formalités ci-après édictées, par acte notarié entre vifs, céder son greffe à un autre notaire exerçant dans le même district judiciaire que celui dans lequel il exerce lui-même.
- Mode de cession. 2. Il peut aussi céder son greffe par disposition à cause de mort par un contrat de mariage, testament ou tout acte notarié, nonobstant l'article 778 du Code civil. Cette cession prend effet au décès pourvu qu'à ce moment le notaire cessionnaire exerce dans le même district judiciaire que celui dans lequel le notaire décédé exerçait lui-même et qu'il ne soit sous le coup d'aucune incapacité ou d'aucune incompatibilité le rendant inhabile à exercer sa profession.  
1968, c. 70, a. 62.
- Notaire décédé. **63.** Lorsqu'un notaire décède sans avoir disposé de son greffe, ce droit appartient à ses héritiers légaux ou légataires, qu'ils acceptent sa succession ou non.  
1968, c. 70, a. 63.
- Remise des dossiers. **64.** Les dossiers dépendant du greffe cédé doivent être remis au notaire cessionnaire qui doit en assurer la garde et les remettre aux personnes y ayant droit.  
1968, c. 70, a. 64.
- Exception. **65.** 1. Le Bureau peut, dans des cas exceptionnels et à son entière discrétion, autoriser le transport d'un greffe à un notaire exerçant dans un autre district.
- Cessions validées. 2. Est cependant valide toute cession de greffe autorisée, avant le 1<sup>er</sup> mars 1969, à un notaire qui n'exerçait pas dans le même district que celui du notaire cédant ou décédé.  
1968, c. 70, a. 65; 1973, c. 45, a. 14.
- Permission de céder un greffe. **66.** La cession d'un greffe ne peut prendre effet qu'avec la permission du Comité administratif. Cette permission n'est accordée que si le notaire cédant et le notaire cessionnaire ont acquitté les contributions et les frais dont ils peuvent être redevables envers l'Ordre.  
1968, c. 70, a. 66; 1973, c. 45, a. 15.
- Reprise de l'exercice. **67.** Le notaire qui a cédé son greffe ne peut continuer ni reprendre

l'exercice de la profession dans le même district judiciaire sans le consentement du Comité administratif.

1968, c. 70, a. 67; 1973, c. 45, a. 16.

Requête. **68.** Cette permission est demandée par requête appuyée des pièces et documents exigés par les règlements du Bureau.

1968, c. 70, a. 68; 1973, c. 45, a. 17.

Durée de la cession. **69.** La cession d'un greffe n'est faite que pour une période de cinquante années à compter du décret l'autorisant. Le Comité administratif peut, même pour les greffes cédés avant le 1<sup>er</sup> mai 1948, prolonger ce délai pour une période supplémentaire de cinquante années.

1968, c. 70, a. 69; 1973, c. 45, a. 18.

Changement de district d'un cessionnaire. **70.** Tout cessionnaire d'un greffe qui transporte son étude dans un autre district judiciaire, à moins qu'il ne soit autorisé par le Comité administratif à y conserver ce greffe, doit le céder à un notaire exerçant dans le district judiciaire qu'il quitte ou le déposer au greffe de la Cour supérieure de ce district conformément aux dispositions de la présente loi sur le dépôt des greffes.

1968, c. 70, a. 70; 1973, c. 45, a. 19.

## SECTION VI

### ORDRE DES NOTAIRES DU QUÉBEC

#### §1.— *Constitution de l'Ordre*

Corporation. Noms. **71.** L'ensemble des notaires du Québec constitue une corporation désignée sous le nom de «Corporation professionnelle des notaires du Québec» ou «Chambre des notaires du Québec» ou «Ordre des notaires du Québec».

1968, c. 70, a. 71; 1973, c. 45, a. 21; 1977, c. 5, a. 229.

Siège social. **72.** 1. L'Ordre est une corporation civile dont le siège social est à Montréal.

Code applicable. 2. L'Ordre et ses membres sont régis par le Code des professions, sous réserve des dispositions contraires ou incompatibles de la présente loi.

1968, c. 70, a. 72; 1973, c. 45, a. 22.

Significations. **73.** Toute signification à l'Ordre doit se faire à son siège social, en s'adressant à l'un de ses officiers ou à une personne ayant la garde du siège social.

1968, c. 70, a. 73; 1973, c. 45, a. 23.

## §2. — Bureau

Bureau. **74.** 1. L'Ordre est administré par un bureau appelé «Bureau de l'Ordre des notaires du Québec».

Composition. 2. Le Bureau se compose d'un membre de droit, de membres élus et de quatre membres nommés par l'Office des professions du Québec.

Ancien président. 3. Est membre de droit l'ancien président de l'Ordre, pendant le mandat qui suit celui de sa présidence.

Membres élus. 4. Sont membres élus les représentants des districts électoraux.

1968, c. 70, a. 74; 1973, c. 45, a. 25.

Districts électoraux. **75.** Pour les fins de l'élection des représentants au Bureau, le Québec est divisé en douze districts électoraux. Chacun de ces districts électoraux porte le nom et comprend le territoire et le nombre de représentants suivants:

a) district d'Abitibi: le territoire des divisions d'enregistrement d'Abitibi, Rouyn-Noranda et Témiscamingue; un représentant;

b) district d'Arthabaska: le territoire des divisions d'enregistrement d'Arthabaska, Drummond, Mégantic et Thetford; un représentant;

c) district de Beauharnois-Iberville: le territoire des divisions d'enregistrement de Beauharnois, d'Iberville, Châteauguay, Huntingdon, Napierville et St-Jean; un représentant;

d) district de Bedford-St-François: le territoire des divisions d'enregistrement de Brôme, Missisquoi, Shefford, Coaticook, Compton, Richmond, Sherbrooke, Stanstead, Wolfe et le territoire de la ville de Lac-Mégantic situé dans le territoire d'enregistrement de Frontenac; deux représentants;

e) district de Saguenay-Lac-Saint-Jean: le territoire des divisions d'enregistrement de Chicoutimi, Saguenay, Sept-Îles, Lac-Saint-Jean-Est et Lac-Saint-Jean-Ouest; deux représentants;

f) district de Gaspé-Montmagny: le territoire des divisions d'enregistrement de Gaspé, Bonaventure (première et deuxième divisions), Îles de la Madeleine, Matane, Matapédia, Rimouski, Sainte-Anne-des-Monts, Montmagny, Bellechasse, Kamouraska, L'Islet et Témiscouata; deux représentants;

g) district de Hull: le territoire des divisions d'enregistrement de Hull, Gatineau, Pontiac et Papineau; un représentant;

*h)* district de Joliette-Terrebonne: le territoire des divisions d'enregistrement de Joliette, l'Assomption, Montcalm, Berthier, Terrebonne, Argenteuil, Deux-Montagnes et Labelle; deux représentants;

*i)* district de Montréal: le territoire des divisions d'enregistrement de Montréal, Chambly, Laprairie, Laval, Soulanges et Vaudreuil; sept représentants;

*j)* district de Québec-Beauce: le territoire des divisions d'enregistrement de Québec, Charlevoix (première et deuxième divisions), Île d'Orléans, Lévis, Lotbinière, Montmorency, Portneuf, Beauce, Dorchester et Frontenac à l'exception du territoire de la ville de Lac-Mégantic; quatre représentants;

*k)* district de Saint-Hyacinthe-Richelieu-Verchères: le territoire des divisions d'enregistrement de Saint-Hyacinthe, Bagot, Rouville, Richelieu, Yamaska et Verchères; un représentant;

*l)* district de Trois-Rivières: le territoire des divisions d'enregistrement de Trois-Rivières, Champlain, La Tuque, Maskinongé, Nicolet (première et deuxième divisions) et Shawinigan; un représentant.

1968, c. 70, a. 75; 1973, c. 45, a. 26; 1975, c. 81, a. 58.

Modification de district.

**76.** Le Bureau peut, par règlement, modifier le territoire de tout district électoral, en augmenter ou diminuer le nombre, donner un nom à tout nouveau district électoral qu'il établit; il peut aussi, de la même manière, augmenter ou diminuer le nombre des représentants de tout tel district électoral qu'il établit.

1968, c. 70, a. 76; 1973, c. 45, a. 27.

Élection des représentants.

**77.** Les représentants de district sont élus, de la manière prévue par les règlements du Bureau, dans leurs districts respectifs, par les notaires habiles à voter qui y ont élu domicile conformément aux articles 17 et 18.

1968, c. 70, a. 77; 1973, c. 45, a. 28.

Vacance.

**78.** 1. Il y a vacance au Bureau:

*a)* lorsque dans un district il n'y a pas eu d'élection conformément à la présente loi;

*b)* lorsqu'une élection a été déclarée nulle par le jugement final d'une cour compétente.

2. Il y a aussi vacance au Bureau lorsque l'un des membres du Bureau:

*a)* décède;

*b)* donne sa démission comme membre du Bureau ou de l'Ordre

et que, dans chaque cas, cette démission est acceptée conformément à la présente loi;

c) est privé du droit d'exercer la profession par sa suspension ou sa destitution comme membre de l'Ordre, ou en raison d'une des causes d'incompatibilité décrétées par la présente loi ou par les règlements;

d) fait élection de domicile suivant les articles 17 et 18, en dehors du district pour lequel il a été élu.

1968, c. 70, a. 83; 1973, c. 45, a. 30.

Assemblée pour combler  
vacance.

**79.** Dès qu'une vacance au Bureau se produit, le Comité administratif doit, à la demande écrite de dix pour cent des notaires en exercice du district concerné, au nombre d'au moins cinq, convoquer une assemblée générale spéciale des notaires de ce district pour combler la vacance. Si une telle élection n'est pas tenue, le Bureau doit remplir la vacance à sa session suivante. Les membres ainsi nommés pour remplir les vacances doivent être choisis parmi les notaires éligibles du district où la vacance s'est produite conformément à l'article 77.

1968, c. 70, a. 84; 1973, c. 45, a. 31.

Réunions du Bureau.

**80.** 1. Les réunions du Bureau sont tenues à l'endroit et à l'époque déterminés par le Bureau ou le Comité administratif.

Première réunion.

2. Toutefois, la première réunion du Bureau doit être ouverte avant le 1<sup>er</sup> juillet suivant la date de l'élection des membres du Bureau.

Réunions extraordinaires.

3. Le Comité administratif ou le président peut convoquer des réunions extraordinaires et en déterminer le lieu et l'époque.

Réunions extraordinaires.

4. Sur demande écrite de la majorité des membres du Bureau, le président ou, à son défaut, le secrétaire est tenu de convoquer une réunion extraordinaire.

Avis.

5. Avis de toute réunion doit être donné par le secrétaire à tous les membres du Bureau, au moins quinze jours avant la date pour leur tenue; dans le cas d'une réunion extraordinaire, l'avis doit indiquer les affaires qui doivent y être prises en considération.

1968, c. 70, a. 85; 1973, c. 45, a. 33.

Quorum.

**81.** 1. Le quorum aux réunions du Bureau est de la majorité des membres et les décisions y sont prises à la majorité des voix des membres présents, sauf disposition contraire dans la présente loi.

Vote prépondérant.

2. Le président ne vote que s'il y a égalité des voix.

1968, c. 70, a. 86; 1973, c. 45, a. 34.

§3.—*Officiers du Bureau*

Élection des officiers. **82.** Au cours de sa première réunion, le Bureau élit parmi ses membres, pour la durée de son mandat, un président et un vice-président.

1968, c. 70, a. 87; 1973, c. 45, a. 36.

Secrétaire, trésorier,  
registraire des testaments.

**83.** 1. Le Bureau choisit parmi les notaires, un secrétaire, un trésorier, un registraire des testaments et, s'il le juge à propos, un secrétaire adjoint et tous autres officiers qu'il juge nécessaires. Ces officiers restent en fonction durant bonne conduite et capacité d'agir ou jusqu'à leur mise à la retraite, conformément aux règlements et aux conditions de leur engagement.

Adjoints.

2. Il peut aussi nommer toute autre personne comme registraire adjoint et trésorier adjoint, aux conditions et avec les pouvoirs qu'il juge à propos.

1968, c. 70, a. 88; 1973, c. 45, a. 37.

Président.

**84.** Le président préside les réunions de l'Ordre, du Bureau et du Comité administratif.

1968, c. 70, a. 89; 1973, c. 45, a. 38.

Vice-président.

**85.** Le vice-président remplace de plein droit le président au cas d'empêchement, d'absence ou de décès de ce dernier.

1968, c. 70, a. 90.

Devoirs du secrétaire.

**86.** 1. Le secrétaire a la garde et la responsabilité des archives. Il rédige les procès-verbaux des réunions du Bureau et du Comité administratif, tient les registres, certifie et délivre les copies et extraits des documents déposés devant le Bureau ou le Comité administratif. Il doit s'acquitter des autres devoirs que la présente loi ou les règlements lui imposent ou dont il peut être spécialement chargé par le Bureau, le Comité administratif ou le président.

Pouvoirs de certification.

2. Il est la personne autorisée à certifier, conformément aux règlements, la qualité et la signature des notaires en exercice.

Secrétaire adjoint.

3. Le secrétaire adjoint, sous la direction du secrétaire, remplit les fonctions et devoirs de celui-ci et le remplace lorsqu'il est incapable d'agir par maladie, absence ou autres causes.

1968, c. 70, a. 93; 1973, c. 45, a. 40.

Devoirs du trésorier.

**87.** 1. Le trésorier est le dépositaire des deniers et autres valeurs

- de l'Ordre. Il perçoit les revenus, paye les dépenses autorisées et doit en rendre compte.
- Devoirs du trésorier. **2.** Il doit s'acquitter de tous les autres devoirs que la présente loi ou les règlements lui imposent ou dont il peut être spécialement chargé par le Bureau, le Comité administratif ou le président.  
1968, c. 70, a. 94; 1973, c. 45, a. 41.
- Remplacement des officiers. **88.** Au cas d'empêchement, d'absence ou de décès du vice-président ou de quelqu'autre officier, le Bureau ou le Comité administratif peut leur nommer un remplaçant s'il n'y est pas autrement pourvu par la présente loi.  
1968, c. 70, a. 95; 1973, c. 45, a. 42.
- Suspension, destitution. **89.** Le Bureau a le pouvoir de suspendre ou de destituer tout officier pour inconduite ou incapacité d'agir, et d'en nommer un autre à sa place; un officier ne peut cependant être destitué par le Bureau qu'après enquête suivie d'un vote ralliant les deux tiers de ses membres.  
1968, c. 70, a. 96; 1973, c. 45, a. 43.
- Serment. **90.** Les officiers du Bureau sont autorisés à faire prêter le serment à tout notaire ou à toute autre personne faisant une déclaration qui, en vertu d'une disposition quelconque de la présente loi ou des règlements, doit être appuyée d'un serment, sauf s'il s'agit d'une plainte portée contre un notaire.  
1968, c. 70, a. 97; 1973, c. 45, a. 44.
- Force probante des documents. **91.** Tous les documents signés et tous les actes posés par les officiers adjoints ont la même force probante et les mêmes effets vis-à-vis les tiers de bonne foi que s'ils étaient signés ou posés par l'officier lui-même.  
1968, c. 70, a. 98.
- §4. — Attributions du Bureau**
- Droits et pouvoirs. **92.** Le Bureau exerce tous les droits, pouvoirs et prérogatives qui compètent à l'Ordre, sauf ceux qui sont du ressort des membres de l'Ordre réunis en assemblée générale.  
1968, c. 70, a. 99; 1973, c. 45, a. 46.



Réglementation. **93.** En outre des autres pouvoirs de réglementation qui lui sont conférés par la présente loi, le Bureau a le pouvoir de décréter des règlements pour l'administration et la régie interne des matières sous son contrôle et pour l'exécution de la présente loi et particulièrement pour:

1° déterminer les qualités requises des candidats à l'exercice, ainsi que le programme, les matières et le mode des examens de l'Ordre;

2° assurer, s'il le juge à propos, la formation professionnelle, en définir les modalités, dispenser l'enseignement approprié et à ces fins, fonder et administrer une école de formation professionnelle;

3° déterminer la date et la procédure d'élection de ses membres;

4° maintenir un service de renseignements relatifs aux testaments et codicilles ou leurs révocations reçus en minute par les membres de l'Ordre, au moyen d'un registre central; déterminer l'endroit où il sera tenu ainsi que les formalités et les modalités de ce service;

5° établir des normes relativement à l'uniformité du format et à la qualité du papier à minutes et à copies, des répertoires et des index;

6° déterminer les modalités de la réception, de la garde et de la disposition des sommes et valeurs qui sont confiées aux notaires, la tenue des comptes en fidéicommiss, l'établissement d'un système de vérification de ces comptes et en édicter la vérification périodique;

7° régir l'exercice de la profession chez les membres de l'Ordre qui travaillent à salaire pour d'autres qu'un notaire en exercice; cependant le Bureau ne peut légiférer dans ce domaine qu'avec l'assentiment des deux tiers de ses membres;

8° établir et administrer un fonds d'études notariales, alimenté par les versements de l'Ordre, les donations et les legs faits à cette fin et les revenus des comptes généraux tenus en fidéicommiss par les notaires dans l'exercice de leur profession, afin de promouvoir la réforme du droit, la recherche juridique, l'éducation et l'information légales, ainsi que l'établissement et le maintien de services de bibliothèque de droit.

Réglementation. Le Bureau doit, par règlement, conformément au Code des professions:

1° adopter un code de déontologie;

2° établir un fonds d'indemnisation;

3° déterminer une procédure d'arbitrage des comptes de notaires à laquelle les clients puissent recourir.

1968, c. 70, a. 100; 1972, c. 14, a. 94; 1973, c. 45, a. 47; 1974, c. 65, a. 64; 1975, c. 81, a. 59.

Entrée en vigueur. **94.** Tout règlement adopté par le Bureau en vertu de la présente

loi entre en vigueur conformément à l'article 95 du Code des professions.

1968, c. 70, a. 101; 1973, c. 45, a. 48.

**Tarifs d'honoraires.** **95.** Le Bureau peut, par résolution, suggérer pour approbation au gouvernement des tarifs d'honoraires professionnels.

1968, c. 70, a. 102; 1973, c. 45, a. 49.

**Pouvoirs du Bureau.** **96.** Le Bureau peut, par résolution:

- a) reconnaître et favoriser les associations locales de notaires;
- b) établir une caisse de bienfaisance ou de retraite pour les membres de l'Ordre sous réserve toutefois de la Loi sur les régimes supplémentaires de rentes.

1975, c. 81, a. 60.

#### §5.— *Comité administratif*

**Composition.** **97.** 1. Le Comité administratif est formé de six membres, savoir:

- a) le président et le vice-président de l'Ordre;
- b) trois membres choisis par les membres élus du Bureau parmi ces derniers;
- c) un membre choisi par les membres du Bureau parmi les membres nommés par l'Office des professions du Québec.

**Choix des membres.** 2. Les membres visés aux sous-paragraphes b et c du paragraphe 1 sont choisis à la première réunion du Bureau.

**Quorum. Secrétaire.** 3. Le quorum du Comité administratif est fixé par un règlement et le secrétaire ou son substitut, suivant le cas, agit comme secrétaire.

**Décisions à la majorité.** 4. Toute question soumise au Comité administratif est décidée à la majorité des voix des membres présents; en outre de son vote ordinaire, le président a voix prépondérante.

1968, c. 70, a. 103; 1973, c. 45, a. 51.

**Durée des fonctions.** **98.** Les membres du Comité administratif restent en fonction jusqu'à leur remplacement.

1968, c. 70, a. 104; 1973, c. 45, a. 52.

**Vacances.** **99.** Toute vacance survenue au Comité administratif pendant l'intervalle des réunions du Bureau peut être remplie par le Comité administratif, en respectant les proportions établies au paragraphe 1 de l'article 97.

1968, c. 70, a. 105; 1973, c. 45, a. 53.

- Fonctions et pouvoirs. **100.** Le Comité administratif exerce les fonctions et les pouvoirs prévus à l'article 96 du Code des professions.  
1968, c. 70, a. 106; 1973, c. 45, a. 54.
- Remplacement. **101.** Tout membre du Comité administratif qui fait défaut, sans excuse valable, d'assister à deux séances consécutives peut être remplacé par le Comité administratif.  
1968, c. 70, a. 107; 1973, c. 45, a. 55.
- Séances. **102.** Le Comité administratif se réunit en séance aussi souvent qu'il le juge nécessaire pour l'expédition des affaires; le président peut convoquer d'office toute séance du Comité administratif et en déterminer la date et l'endroit. Sur réquisition de la majorité des membres du Comité administratif, le secrétaire doit convoquer d'office telle séance.  
1968, c. 70, a. 108; 1973, c. 45, a. 56.
- Exercice financier. **103.** L'exercice financier de l'Ordre se termine le 31 mars.  
1968, c. 70, a. 109; 1973, c. 45, a. 57.
- Contribution annuelle. **104.** 1. Le Bureau détermine, conformément au Code des professions, le montant de la contribution annuelle et la date à laquelle elle est payable et tout notaire en exercice est tenu de la payer, chaque année, au bureau du trésorier.
- Remise interdite. 2. Dès que la contribution devient exigible, aucune remise ne peut en être faite, à moins que le notaire n'ait cessé d'exercer par suite de décès ou pour toute autre cause.
- Remise au cas d'incapacité. 3. Toutefois, le Bureau, sur recommandation du Comité administratif, peut lorsque le notaire est physiquement ou mentalement incapable de manifester son intention de démissionner, faire remise de toute contribution échue.  
1968, c. 70, a. 110; 1973, c. 45, a. 58; 1975, c. 81, a. 61.
- Recouvrement des arriérés. **105.** 1. Les arriérés de contribution sont recouvrables du notaire ou de ses héritiers et représentants.
- Désignation du défendeur. 2. Dans toute action intentée en vertu du présent article, il suffit de désigner le défendeur par ses nom, prénoms et domicile professionnel, tels qu'ils sont inscrits au registre notarial tenu en vertu des dispositions de la section X de la présente loi.  
1968, c. 70, a. 111.

Dépôt des deniers perçus. **106.** Le trésorier dépose, au nom de l'Ordre, dans les institutions financières approuvées par le Bureau, les deniers qu'il a perçus pour l'Ordre; ces deniers ne peuvent être retirés que sur chèques ou mandats signés par le président de l'Ordre ou son vice-président et contresignés par son trésorier.

1968, c. 70, a. 112; 1973, c. 45, a. 59.

## SECTION VII

### ADMISSION À LA PROFESSION

#### §1.—*Inscription au notariat*

Date de l'inscription. **107.** Tout candidat à l'exercice de la profession doit s'inscrire au notariat avant le 1<sup>er</sup> décembre de la dernière année régulière du cours de licence qu'il suit dans une faculté de droit reconnue par le gouvernement.

1968, c. 70, a. 113; 1973, c. 45, a. 60.

Formalités d'inscription. **108.** Celui qui désire s'inscrire au notariat doit se conformer aux formalités imposées par la présente loi et par les règlements.

1968, c. 70, a. 115; 1973, c. 45, a. 62.

Certificat d'inscription. **109.** Lorsque le dossier est complété à la satisfaction du Bureau, il est octroyé au candidat, après paiement des honoraires prévus par les règlements, un certificat d'inscription au notariat.

1968, c. 70, a. 116; 1973, c. 45, a. 63.

Validation d'irrégularité. **110.** Le Bureau ou le comité des examens peut, aux conditions et de la manière qu'il fixe, valider toute irrégularité relative à cette inscription.

1968, c. 70, a. 117; 1973, c. 45, a. 64.

#### §2.—*Admission aux examens*

Avis. **111.** 1. L'étudiant inscrit au notariat, qui veut se présenter à l'examen, doit donner au secrétaire de l'Ordre l'avis prescrit par les règlements.

Documents. 2. Cet avis doit être accompagné des documents établissant que le candidat a satisfait aux conditions énoncées à la sous-section 1 de

la présente section, ainsi que des frais d'examen prescrits par les règlements.

1968, c. 70, a. 118; 1973, c. 45, a. 65.

Témoins. **112.** 1. Le Bureau ou le comité des examens peut faire comparaître toute personne que le candidat à l'examen ou que les opposants désirent faire entendre au soutien ou à l'encontre des allégations relatives aux qualités et à la conduite du candidat.

Serment. 2. Le serment du témoin est reçu par le président de la séance.

1968, c. 70, a. 119; 1973, c. 45, a. 66.

### §3.—*Admission à l'exercice*

Qualités requises. **113.** Pour être admis à l'exercice de la profession de notaire, il faut de plus:

- a) être majeur;
- b) être citoyen canadien;
- c) être détenteur d'un diplôme donnant ouverture à un permis conformément aux règlements adoptés en vertu du paragraphe a du premier alinéa de l'article 184 du Code des professions ou être détenteur d'un diplôme jugé équivalent par le Bureau;
- d) être détenteur d'un diplôme de formation professionnelle reconnu par le Bureau;
- e) avoir subi avec succès un examen en la forme et sur les matières que le Bureau détermine.

1968, c. 70, a. 120; 1973, c. 45, a. 67.

Avis d'examen. **114.** Le secrétaire donne avis, conformément aux règlements, du lieu, du jour et de l'heure de l'examen.

1968, c. 70, a. 121.

Admission refusée. **115.** L'aspirant à l'exercice de la profession qui a échoué trois fois à l'un des examens de l'Ordre, ne peut plus se présenter à cet examen.

1968, c. 70, a. 122; 1973, c. 45, a. 68.

Aspirant mineur. **116.** L'aspirant mineur peut être admis aux examens, mais son permis ne peut lui être délivré que lorsqu'il a atteint sa majorité.

1968, c. 70, a. 123; 1973, c. 45, a. 69.

Permis délivré. **117.** Si l'aspirant a subi son examen avec succès, mais en tenant

compte de l'article 116, un permis lui est délivré au nom de l'Ordre, sur paiement au trésorier de la somme fixée par les règlements.

1968, c. 70, a. 124; 1973, c. 45, a. 70.

**Serments. 118.** Avant de pouvoir exercer, tout notaire doit prêter, devant un juge de la Cour supérieure, les serments d'office et d'allégeance dont le certificat est inscrit sur son permis, et demander au secrétaire son inscription au tableau.

1968, c. 70, a. 125; 1973, c. 45, a. 71.

## SECTION VIII

### INHABILITÉS ET INCOMPATIBILITÉS

**Avis d'incompatibilité. 119. 1.** Tout notaire qui exerce une profession, un négoce ou un métier, ou qui occupe une charge ou une fonction déclarée par les règlements incompatibles avec l'exercice de la profession de notaire, doit en donner avis sans délai au secrétaire de l'Ordre.

**Cession ou dépôt de greffe. 2.** Il doit alors céder son greffe à un autre notaire ou en effectuer le dépôt conformément à la sous-section 2 de la section XIII de la présente loi.

**Avis de dépôt. 3.** Il doit, dans les quinze jours de la date du dépôt de son greffe, en aviser le secrétaire de l'Ordre.

1968, c. 70, a. 126; 1973, c. 45, a. 72.

**Suspension pour interdiction. 120. 1.** Tout notaire contre qui un jugement en interdiction est rendu, ou à qui il est nommé un conseil judiciaire, est, de droit, suspendu de l'exercice de sa charge, jusqu'à ce qu'il en ait été relevé par l'autorité compétente. Il en est ainsi de tout notaire régulièrement admis dans un centre hospitalier au sens de la Loi sur la protection du malade mental, jusqu'à ce que sa guérison soit attestée par le directeur des services professionnels du centre hospitalier.

**Avis. 2.** Le greffier ou le protonotaire doit sans délai donner avis au secrétaire de l'Ordre de toute telle interdiction ou nomination de conseil judiciaire.

1968, c. 70, a. 127; 1971, c. 48, a. 161; 1972, c. 44, a. 66, a. 67; 1973, c. 45, a. 73.

**Cession de biens, insolvabilité. 121. 1.** Le notaire qui fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers ou qui est l'objet d'une ordonnance de séquestre, ne peut exercer sa profession tant qu'il n'a pas obtenu sa libération en vertu de la Loi sur la faillite.

- Exception. 2. Cette incompatibilité ne s'applique pas au notaire qui a fait une proposition acceptée par ses créanciers.  
1968, c. 70, a. 128.
- Reprise de l'exercice. **122.** 1. Tout notaire privé de l'exercice de sa profession pour raisons d'incompatibilité, s'il ne doit rien à l'Ordre et s'il n'est sous le coup d'aucune peine disciplinaire peut, pourvu qu'il obtienne le consentement du Comité administratif, reprendre l'exercice de sa profession lorsque son incapacité a cessé. Le Comité administratif peut refuser ce consentement après avoir donné au notaire l'opportunité d'être entendu.
- Avis. 2. Ce notaire doit donner avis au secrétaire de l'Ordre de la cessation de son incapacité et de son intention de reprendre l'exercice de sa profession.
- Reprise de greffe. 3. Le notaire qui a déposé son greffe peut le reprendre aux conditions énoncées à l'article 155 et celui qui l'a cédé à un autre notaire est soumis à la restriction énoncée à l'article 67.  
1968, c. 70, a. 131; 1973, c. 45, a. 75.

## SECTION IX

### EXERCICE ILLÉGAL DE LA PROFESSION

- Infraction et peine. **123.** 1. Quiconque exerce illégalement la profession de notaire est passible, sur poursuite sommaire, pour chaque infraction, des peines prévues à l'article 188 du Code des professions.
- Poursuites. 2. Une poursuite peut être intentée en vertu du présent article par le procureur général, sur résolution du Bureau ou par l'Ordre.
- Propriété des amendes. Toute amende perçue en vertu d'une condamnation prononcée à la suite d'une telle poursuite est versée au fonds consolidé du revenu, si le procureur général est le poursuivant, ou à l'Ordre, si celui-ci est le poursuivant.  
1968, c. 70, a. 132; 1973, c. 45, a. 76.
- Exercice illégal. **124.** Exerce la profession de notaire contrairement à l'article 123, toute personne autre qu'un notaire en exercice qui:  
a) usurpe les fonctions de notaire;  
b) prend verbalement ou par écrit, directement ou indirectement, le titre de notaire, qu'il emploie ce titre seul ou avec d'autres mots;  
c) s'annonce comme notaire de quelque manière ou par quelque moyen;  
d) agit de manière à laisser croire qu'il est autorisé à remplir les fonctions de notaire ou à rédiger des actes notariés.  
1968, c. 70, a. 133.

Exercice illégal. **125.** Est aussi censé exercer la profession de notaire contrairement à l'article 123 tout notaire destitué ou démissionnaire qui fait précéder son nom du préfixe «Maître», «Mtre» ou «Me».

1968, c. 70, a. 134.

Exercice illégal. **126.** 1. Toute personne qui, n'étant pas notaire en exercice, participe directement ou indirectement aux honoraires, commissions ou autres gains professionnels d'un notaire, en tout ou en partie, ou s'en fait faire l'abandon, à elle-même ou à toute autre personne, en considération d'affaires légales qu'elle lui procure ou promet de lui procurer, est passible des amendes prévues par l'article 123.

Restriction. 2. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas au conjoint ni aux héritiers ou légataires d'un notaire décédé, relativement aux conventions qui peuvent intervenir entre le notaire cessionnaire du greffe d'un notaire décédé et le conjoint, les héritiers ou légataires de ce dernier.

1968, c. 70, a. 135.

## SECTION X

### REGISTRE NOTARIAL

Registre. **127.** Le secrétaire tient à jour un registre notarial dans lequel il doit inscrire:

a) les nom, prénoms et domicile élu de tous les notaires en exercice, conformément aux articles 17 et 18;

b) les nom et prénoms des notaires qui ont cessé d'exercer, avec le nom du cessionnaire de leur greffe ou l'indication de l'endroit où il a été déposé. Cet index peut être tenu sur fiches.

Tableau remplacé. La partie du registre qui est décrite au paragraphe a du premier alinéa tient lieu de tableau de l'Ordre.

1968, c. 70, a. 136; 1973, c. 45, a. 77; 1974, c. 65, a. 66.

Tableau de renseignements. **128.** Le Bureau peut décréter l'impression et la distribution aux notaires en exercice d'un tableau contenant les renseignements qu'il prescrit.

1968, c. 70, a. 137; 1973, c. 45, a. 78.

## SECTION XI

### REGISTRE DES TESTAMENTS

Registre de testaments. **129.** L'Ordre tient à son siège social, un registre des testaments,



codicilles et révocations de testament reçus en minute par les notaires.

1968, c. 70, a. 138; 1973, c. 45, a. 79.

**Règlements.** **130.** Ce registre est tenu suivant les formalités et les modalités déterminées par les règlements.

1968, c. 70, a. 139.

**Honoraires exigibles.** **131.** Le Bureau peut, par règlement, déterminer les honoraires exigibles pour l'inscription des testaments, codicilles et révocations de testament dans le registre des testaments, ainsi que les honoraires exigibles de toute personne qui fait des recherches dans ce registre.

1968, c. 70, a. 140; 1973, c. 45, a. 80.

**Responsabilité au cas d'erreur.** **132.** Le fait par l'Ordre de donner des renseignements relatifs aux testaments, codicilles et révocations de testament reçus en minute, n'engage pas sa responsabilité au cas d'erreur ou d'omission.

1968, c. 70, a. 141; 1973, c. 45, a. 81.

**Liste des testaments transmise mensuellement.** **133.** Avant le dix de chaque mois, le notaire doit expédier au registraire, sous pli cacheté, une liste des testaments, codicilles et révocations de dispositions testamentaires reçus en minute le mois précédent, avec le montant des frais fixés par le Bureau pour chaque inscription.

**Renseignements.** Cette liste, préparée sur un formulaire spécial fourni exclusivement par le Bureau, doit contenir les renseignements déterminés par les règlements et être signée par le notaire, son procureur ou le gardien provisoire.

**Rapport si aucun acte n'est reçu.** Le notaire qui n'a reçu en minute aucun testament, codicille ou révocation de dispositions testamentaires durant cette période doit, à moins d'en être exempté par les règlements, en faire rapport sur le même formulaire et dans le même délai.

1975, c. 81, a. 62.

**Avis.** **134.** Le registraire envoie un avis sous pli recommandé ou certifié, à tout notaire en défaut de remplir les obligations prévues à l'article 133.

**Frais.** Les frais de cet avis sont de dix dollars; ils sont à la charge du notaire en défaut, de même que les frais de port et de recommandation ou de certification.

Preuve par serment. La preuve de l'envoi de cet avis peut être faite par le serment du registraire ou de ses préposés.  
1975, c. 81, a. 62; 1975, c. 83, a. 84.

Infraction et peine. **135.** Le notaire qui, dans les huit jours de l'envoi de cet avis, n'a pas remédié à son défaut, commet une infraction et encourt une amende de cinquante dollars recouvrable, à défaut de paiement volontaire, suivant la procédure déterminée à la section VII du chapitre IV du Code des professions.

Autres sanctions. Toute contravention aux obligations de l'article 133 le rend également passible des sanctions prévues à l'article 156 du Code des professions.  
1975, c. 81, a. 62.

## SECTION XII

### COMPTABILITÉ EN FIDÉICOMMIS

Comptabilité en fidéicomis. **136.** Le notaire doit tenir une comptabilité régulière des fonds, valeurs et autres biens qui lui sont confiés en fidéicomis, en la manière déterminée par les règlements.  
1975, c. 81, a. 62.

Avis. **137.** Le secrétaire envoie un avis, sous pli recommandé ou certifié, à tout notaire en défaut de remplir les obligations relatives à la tenue de la comptabilité en fidéicomis.

Frais. Les frais de cet avis sont de dix dollars; ils sont à la charge du notaire en défaut, de même que les frais de port et de recommandation ou de certification.

Preuve par serment. La preuve de l'envoi de cet avis peut être faite par le serment du secrétaire ou de ses préposés.  
1975, c. 81, a. 62; 1975, c. 83, a. 84.

Infraction et peine. **138.** Le notaire qui, dans les trente jours de l'envoi de cet avis, n'a pas remédié à son défaut, commet une infraction et encourt une amende de cinquante dollars recouvrable, à défaut de paiement volontaire, suivant la procédure déterminée à la section VII du chapitre IV du Code des professions.

Autres sanctions. Toute contravention aux règlements relatifs à la tenue de la comptabilité en fidéicomis le rend également passible des sanctions prévues à l'article 156 du Code des professions.  
1975, c. 81, a. 62.

## SECTION XIII

### GARDE ET DÉPÔT DES GREFFES

#### §1. — *Garde provisoire*

**Gardien provisoire.** **139.** 1. Tant que la cession du greffe n'a pas été effectuée définitivement ou que le dépôt qui doit en être fait ne l'a pas été, le Comité administratif ou le président peut nommer un gardien provisoire au greffe de tout notaire qui meurt, quitte définitivement le Québec, est suspendu ou destitué, devient incapable d'exercer par suite d'une incapacité physique ou mentale, cesse volontairement d'exercer, démissionne ou tombe sous le coup d'une des incompatibilités prévues à la présente loi ou aux règlements.

**Gardien provisoire.** 2. Un gardien provisoire peut aussi être nommé au greffe de tout notaire qui est l'objet d'une plainte ou d'une accusation ou qui est absent de son étude depuis plus de quinze jours sans avoir nommé un procureur pour certifier et délivrer les copies des actes de son greffe.

1968, c. 70, a. 153; 1973, c. 45, a. 84.

**Mise sous scellés.** **140.** 1. Le Comité administratif ou le président peut requérir la mise sous scellés, jusqu'à la nomination d'un gardien provisoire ou jusqu'au transport ou dépôt du greffe, des dossiers dépendant de tout greffe qui peut être soumis à une garde provisoire. Cette demande est faite par requête au protonotaire du district dans lequel le notaire auquel appartient le greffe exerçait en dernier lieu. Le protonotaire a pleine et entière juridiction en la matière. Les articles 901 et 902 du Code de procédure civile relatifs à l'apposition et à la levée des scellés s'appliquent *mutatis mutandis* au présent article.

**Ordre du protonotaire.** 2. Le protonotaire saisi de la requête doit ordonner la mise sous scellés des dossiers dépendant de ce greffe, nonobstant toute contestation écrite ou verbale, en attendant que jugement final soit rendu sur la requête.

1968, c. 70, a. 154; 1973, c. 45, a. 85.

**Durée du mandat.** **141.** Le gardien provisoire doit être un notaire en exercice. Le mandat qui le nomme doit indiquer la durée de la garde qui peut être prolongée à son expiration jusqu'à disposition définitive du greffe. Le mandat doit aussi indiquer comment le gardien doit disposer des dossiers qui dépendent du greffe sous sa garde.

1968, c. 70, a. 155.

- Remise du greffe au gardien provisoire.** **142.** Toute personne en possession du greffe auquel un gardien provisoire est nommé doit le remettre au gardien avec les dossiers qui en dépendent, dès que l'avis de nomination du gardien provisoire lui est signifié. Tout retard à ce faire rend cette personne passible d'une amende de vingt-cinq dollars pour chaque jour de retard à compter de la signification de l'avis et, à défaut de paiement de l'amende, d'un emprisonnement ne dépassant pas un mois. Si celui qui enfreint les dispositions du présent article est un notaire, il est, en plus, passible des peines disciplinaires prévues par le Code des professions.  
1968, c. 70, a. 156; 1973, c. 45, a. 86.
- Refus d'effectuer la remise.** **143.** Sur refus ou négligence de toute personne à se conformer à l'article 142, le syndic, sur l'ordre du président, doit sans délai prendre possession du greffe soumis à la garde provisoire et des dossiers qui en dépendent, par ministère d'huissier ou autrement, et les remettre au gardien provisoire.  
1968, c. 70, a. 157.
- Requête pour remise.** **144.** 1. Si la personne en possession du greffe refuse d'en laisser prendre possession par le syndic, ce dernier, sur l'ordre du président, doit, par requête à la Cour supérieure ou à un juge de cette cour, accompagnée d'un affidavit à l'appui des faits y énoncés, demander au nom de l'Ordre l'émission d'un ordre enjoignant la remise desdits greffe et dossiers au gardien provisoire. Cette requête doit être signifiée à la partie en cause au moins un jour franc avant celui de sa présentation, ou, au cas d'absence, en la manière déterminée par la cour ou par le juge. Cette requête peut être présentée et entendue en tout temps, pendant le terme ou en vacances.
- Ordre du juge.** 2. La cour ou le juge saisi de la requête, après toute preuve additionnelle jugée nécessaire, doit ordonner la remise immédiate desdits greffe et dossiers entre les mains du gardien provisoire, notwithstanding toute contestation écrite ou verbale, en attendant que jugement final soit rendu sur la requête.  
1968, c. 70, a. 158; 1973, c. 45, a. 87.
- Pouvoirs du gardien provisoire.** **145.** 1. Le gardien provisoire, pour la durée de la garde, est le dépositaire légal du greffe qui y est soumis et le gardien des dossiers qui en dépendent. Il peut seul, à l'exclusion du notaire dont le greffe est sous garde, délivrer des copies et extraits des minutes et annexes qui se trouvent dans ce greffe et ces copies et extraits, certifiés conformes par lui, sont authentiques. Le *vidimus* des copies et extraits qu'il délivre doit indiquer la date et la durée de son mandat ainsi que la date de l'émission de la copie ou de l'extrait.
- Honoraires et frais.** 2. En outre de ses déboursés, le gardien provisoire a droit aux

Honoraires pour recherches, copies.	<p>honoraires fixés par le Comité administratif; ces frais sont à la charge du notaire dont le greffe est sous garde provisoire. Cependant, dans le cas d'une garde provisoire ordonnée à la suite d'une plainte ou d'une accusation, le Comité administratif, après décision rendue sur cette plainte ou sur cette accusation, détermine qui du notaire en cause ou de l'Ordre sera tenu au paiement de ces frais.</p> <p>3. Le gardien a aussi droit aux honoraires ordinaires pour les recherches qu'il fait et pour les copies et extraits qu'il délivre.</p> <p>1968, c. 70, a. 159; 1973, c. 45, a. 88.</p>
Cession de greffe sous garde provisoire.	<p><b>146.</b> Lorsque la cession du greffe sous garde provisoire est autorisée par le Bureau ou que le dépôt en est ordonné, le gardien provisoire doit, sur avis du secrétaire, remettre sans délai ce greffe au notaire cessionnaire, avec les dossiers qui en dépendent dont il n'a pas encore fait remise à qui de droit, ou le déposer au bureau du protonotaire de la Cour supérieure du district, suivant le cas, même si son mandat n'est pas encore expiré.</p> <p>1968, c. 70, a. 160; 1973, c. 45, a. 89.</p>
§2. — <i>Dépôts des greffes</i>	
Dépôt après période de cession.	<p><b>147.</b> 1. À l'expiration de la période pour laquelle le greffe a été cédé, conformément à l'article 69, le notaire qui en est le cessionnaire doit en faire le dépôt au greffe de la Cour supérieure du district judiciaire dans lequel il exerce.</p>
Dépôt dans autre district.	<p>2. Le Comité administratif peut, pour des raisons d'intérêt public, en ordonner le dépôt dans un autre district judiciaire.</p> <p>1968, c. 70, a. 161; 1973, c. 45, a. 90.</p>
Lieu du dépôt.	<p><b>148.</b> 1. Le greffe de tout notaire qui meurt, qui a quitté définitivement le Québec ou qui, pour toute autre raison, cesse d'exercer ou n'en a plus le droit, doit être déposé, suivant le cas, par le notaire lui-même, par son conjoint, ses enfants, ses héritiers, ses légataires, ses exécuteurs testamentaires ou autres représentants, ou par la personne qui en a la possession, au bureau du protonotaire de la Cour supérieure du district dans lequel le notaire exerçait sa profession en dernier lieu, à moins que le Comité administratif n'en ordonne le dépôt dans un autre district.</p>
Application.	<p>2. Le présent article s'applique aussi aux greffes dont le notaire concerné est cessionnaire, nonobstant le terme fixé par l'arrêté ministériel ou par le décret du Bureau autorisant le transport de ces greffes.</p>
Décision au cas de différend.	<p>3. Le Comité administratif peut trancher tout différend concernant l'obligation d'effectuer le dépôt d'un greffe dans les cas prévus</p>

au présent article. La décision du Comité administratif est finale et l'ordre de dépôt du greffe donné par le Comité administratif oblige son détenteur à s'y conformer.

**Délai.** 4. Ce dépôt doit être fait dans les huit jours de l'événement qui lui donne lieu ou de l'ordre du Comité administratif; dans le cas du décès d'un notaire, cependant, ce délai est de trente jours.

**Exception.** 5. Le présent article ne s'applique pas au greffe auquel il a été nommé un gardien provisoire, pour la durée de la garde, ni au greffe cédé conformément à la présente loi, pour la durée de la cession, ni au greffe de tout notaire ayant cessé d'exercer à qui la présente loi permet de conserver son greffe, jusqu'à l'arrivée d'un autre événement qui donnerait lieu au dépôt du greffe.

1968, c. 70, a. 162; 1973, c. 45, a. 91.

**Avis au secrétaire.** **149.** Le protonotaire doit aviser sans délai le secrétaire de l'Ordre de tout dépôt de greffe; il n'a droit à aucun honoraire pour cet avis.

1968, c. 70, a. 163; 1973, c. 45, a. 92.

**Dépôt avant décision.** **150.** Le Comité administratif peut ordonner le dépôt, jusqu'à ce que décision soit rendue, du greffe de tout notaire qui est l'objet d'une accusation ou d'une plainte de nature disciplinaire. Ce notaire doit effectuer le dépôt de son greffe dans les quarante-huit heures de la signification qui doit lui être faite de cet ordre.

1968, c. 70, a. 164; 1973, c. 45, a. 93.

**Portée du dépôt.** **151.** Le dépôt d'un greffe comporte le dépôt des dossiers qui en dépendent, à moins que le Comité administratif ne prenne d'autres dispositions pour assurer la garde des dossiers et leur remise aux intéressés.

1968, c. 70, a. 165; 1973, c. 45, a. 94.

**Amende et peines disciplinaires.** **152.** Toute personne tenue au dépôt d'un greffe qui refuse ou néglige de le faire est passible d'une amende de vingt-cinq dollars pour chaque jour de retard à compter de l'expiration du délai dans lequel il doit être fait. Si celui qui est en défaut est un notaire, il est, en outre, passible des peines disciplinaires prévues par le Code des professions.

1968, c. 70, a. 166; 1973, c. 45, a. 95.

**Dispositions applicables.** **153.** 1. Au cas de refus ou de négligence de toute personne tenue au dépôt d'y procéder dans le délai requis, les 143 et 144 s'appliquent

- mutatis mutandis* au recouvrement par le syndic de ce greffe et des documents qui en dépendent.
- Dépôt par syndic. 2. Dès que le syndic est entré en possession du greffe, il doit en effectuer lui-même le dépôt.
- Frais de dépôt. 3. Les frais occasionnés par le dépôt du greffe sont à la charge de la personne tenue au dépôt, sauf le cas où le dépôt est ordonné à la suite d'une plainte ou d'une accusation de nature disciplinaire, auquel cas, en rendant sa décision, le comité de discipline ou le tribunal d'appel détermine qui, du notaire en cause ou de l'Ordre, sera tenu au paiement de ces frais.
- 1968, c. 70, a. 167; 1973, c. 45, a. 96.
- Grefte partie des archives de la C.S. **154.** Les greffes déposés chez les protonotaires font partie des archives de la Cour supérieure.
- 1968, c. 70, a. 168.
- Rétrocession. **155.** 1. Le notaire dont le greffe a été déposé peut en obtenir la rétrocession s'il reprend l'exercice de sa profession.
- Conditions. 2. Cependant le protonotaire ne peut lui remettre son greffe à moins que le notaire:
- a) ne lui produise un certificat du secrétaire de l'Ordre attestant qu'il a le droit de reprendre l'exercice de sa profession et que toutes ses redevances envers l'Ordre ont été payées;
- b) n'acquitte au préalable les frais du protonotaire.
- 1968, c. 70, a. 169; 1973, c. 45, a. 97.
- Dépôt n'empêche pas cession. **156.** Le dépôt d'un greffe n'empêche pas sa cession conformément à la présente loi.
- 1968, c. 70, a. 170.
- §3. — *Honoraires provenant des greffes déposés*
- Honoraires. **157.** 1. Le protonotaire dépositaire du greffe d'un notaire doit, durant dix ans à compter de la date du dépôt, remettre à ce notaire ou à ses héritiers ou, s'il y a eu cession, au cessionnaire ou aux héritiers de ce dernier, la moitié des honoraires perçus pour recherches, copies et extraits.
- Honoraires exclus de la succession. 2. Le montant de ces honoraires n'est pas censé provenir de la succession et la réception de ce montant ne constitue pas une acceptation de cette succession.
- 1968, c. 70, a. 171.

Déduction. **158.** Le protonotaire peut cependant déduire des honoraires payables en vertu de l'article 157 le montant que le procureur général l'a autorisé à payer pour faire préparer des index ou répertoire du greffe déposé dans ses archives et pour la mise en bon état de ce greffe, et pour les frais occasionnés par la prise de possession du greffe.

1968, c. 70, a. 172.

Insaisissabilité. **159.** 1. La part des honoraires que le protonotaire doit remettre en vertu de l'article 157 est insaisissable.

Privilège de l'Ordre. 2. Cependant, avant de remettre cette moitié des honoraires à ceux qui y ont droit, le protonotaire doit payer, par préférence, à l'Ordre, le montant des arriérés de contributions et des frais qui sont dus à l'Ordre par le notaire dont le greffe est ainsi déposé, suivant l'état fourni et attesté par son trésorier.

1968, c. 70, a. 173; 1973, c. 45, a. 98.

#### §4.—*Démission des notaires*

Démission. **160.** Tout notaire en exercice peut démissionner, mais sa démission doit être au préalable acceptée par le Bureau.

1968, c. 70, a. 174; 1973, c. 45, a. 99.

Effets. **161.** Dès que sa démission est acceptée, le notaire démissionnaire cesse de faire partie de l'Ordre et il doit disposer de son greffe, ainsi que des dossiers qui en dépendent, par cession à un autre notaire ou par son dépôt au bureau du protonotaire de la Cour supérieure, conformément à la présente loi.

1968, c. 70, a. 175.

Reprise de l'exercice. **162.** Le notaire démissionnaire peut, du consentement du Comité administratif reprendre l'exercice de sa profession. Le Comité administratif peut refuser ce consentement après avoir donné au notaire l'opportunité d'être entendu. S'il obtient ce consentement, le notaire réadmis à l'exercice est soumis aux articles 122 et 155.

1968, c. 70, a. 176; 1973, c. 45, a. 100.

## SECTION XIV

### AMENDES

Refus, négligence. **163.** Tout shérif, protonotaire ou greffier qui refuse ou néglige



d'accomplir quelque'un des devoirs qui lui sont imposés par la présente loi, est passible d'une amende n'excédant pas cinquante dollars pour chaque infraction.

1968, c. 70, a. 177.

---

*Les articles 93, 129 et 133 de la présente loi seront modifiés à compter du 1<sup>er</sup> mars 1978, date de l'entrée en vigueur des articles 23, 24 et 26 du chapitre 66 des lois de 1977.*

*L'article 132 de la présente loi sera remplacé à compter du 1<sup>er</sup> mars 1978, date de l'entrée en vigueur de l'article 25 du chapitre 66 des lois de 1977.*

## ANNEXE ABROGATIVE

Conformément à l'article 17 de la Loi sur la refonte des lois (chapitre R-3), le chapitre 70 des lois annuelles de 1968, tel qu'en vigueur au 31 décembre 1977, à l'exception des articles 248 et 249, est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du chapitre N-2 des Lois refondues.

© Éditeur officiel du Québec, 1978

## **TABLE DE CONCORDANCE**

**LOIS DU QUÉBEC, 1968      LOIS REFONDUES, 1977**

**Chapitre 70**

**Chapitre N-2**

**LOI DU NOTARIAT**

**LOI SUR LE NOTARIAT**

ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
1 - 77	1 - 77	
78 - 82		Abrogés 1973, c. 45, a. 29
83	78	
par. 2	par. 2	
s.-par. a) - b)	s.-par. a) - b)	
s.-par. c)		Abrogé 1973, c. 45, a. 30
s.-par. d)	s.-par. c)	
s.-par. e)	s.-par. d)	
84	79	
85	80	
86	81	
87	82	
88	83	
89	84	
90	85	
91 - 92		Abrogés 1973, c. 45, a. 39
93	86	

# NOTAIRES

L.Q. 1968, c. 70	L.R. 1977, c. N-2	
ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
94	87	
95	88	
96	89	
97	90	
98	91	
99	92	
100	93	
par. 1°		Abrogé 1973, c. 45, a. 47
par. 2°	par. 1°	
par. 3°	par. 2°	
par. 4° - 6°		Abrogés 1973, c. 45, a. 47
par. 7°		Abrogé 1975, c. 81, a. 59
par. 8°	par. 3°	
par. 9° - 11°		Abrogés 1975, c. 81, a. 59
par. 12°	par. 4°	
par. 13° - 14°		Abrogés 1975, c. 81, a. 59
par. 15°	par. 5°	
par. 16°		Abrogé 1973, c. 45, a. 47
par. 17°		Abrogé 1974, c. 65, a. 64
par. 18°		Abrogé 1975, c. 81, a. 59
par. 19°		Abrogé 1972, c. 14, a. 94
par. 20°	par. 6°	
par. 21°		Abrogé 1975, c. 81, a. 59
par. 22°	par. 7°	
par. 23°	par. 8°	

# NOTAIRES

**L.Q. 1968, c. 70**

**L.R. 1977, c. N-2**

ARTICLES

ARTICLES

REMARQUES

101

94

102

95

102*a*

96

103

97

104

98

105

99

106

100

107

101

108

102

109

103

110

104

111

105

112

106

113

107

114

Abrogé 1973, c. 45, a. 61

115

108

116

109

117

110

118

111

119

112

120

113

121

114

122

115

123

116

124

117

125

118

126

119

127

120

# NOTAIRES

L.Q. 1968, c. 70		L.R. 1977, c. N-2	
ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES	
128	121		
129 - 130		Abrogés 1973, c. 45, a. 74	
131	122		
132	123		
133	124		
134	125		
135	126		
136	127		
137	128		
138	129		
139	130		
140	131		
141	132		
141a	133		
141b	134		
141c	135		
Section XI A	Section XII		
141d	136		
141e	137		
141f	138		
Section XII		Abrogée 1973, c. 45, a. 82	
142 - 144		Abrogés 1973, c. 45, a. 82	
Section XIII		Abrogée 1973, c. 45, a. 83	
145 - 152		Abrogés 1973, c. 45, a. 83	

# NOTAIRES

**L.Q. 1968, c. 70**

**L.R. 1977, c. N-2**

ARTICLES

ARTICLES

REMARQUES

Section XIV

Section XIII

153

139

154

140

155

141

156

142

157

143

158

144

159

145

160

146

161

147

162

148

163

149

164

150

165

151

166

152

167

153

168

154

169

155

170

156

171

157

172

158

173

159

174

160

175

161

176

162

Section XV

Section XIV

177

163

L.Q. 1968, c. 70		L.R. 1977, c. N-2
ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
178		Abrogé 1973, c. 45, a. 101
Section XVI		Abrogée 1973, c. 45, a. 102
179 - 246		Abrogés 1973, c. 45, a. 102
247 - 249		Omis

*La table de concordance fait état de tous les numéros d'articles, qu'ils aient changé de numérotation ou non. Quant aux autres divisions (i.e. partie, chapitre, section, sous-section, paragraphe, etc. . .), s'il en est, il en est fait état que si elles ont changé de numérotation.*

*Le terme « omis » dans la colonne « Remarques » vise l'article qui n'apparaît pas dans la refonte parce qu'il est sans effet, local, privé, d'objet accompli, temporaire, transitoire, non en vigueur, ou encore, parce qu'il est un article d'abrogation ou de remplacement.*



